



Après-crises

CONTRIBUTION DU CONSEIL DE DÉVELOPPEMENT

MAI 2024

AUTO-SAISINE

MAI 2021

Donnons notre regard
sur le territoire de demain.

Participation
citoyenne
GrandAngoulême
Conseil de développement

SOMMAIRE

Préambule	3
I - L'analyse dimensionnelle	4
1 - La dimension géographique et territoriale	4
2 - La dimension populationnelle	4
- Les femmes, plus particulièrement dans les familles monoparentales	
- Les personnes âgées, notamment en milieu rural	
- Les étudiants et les jeunes travailleurs	
- Les populations des classes moyennes rurales ou péri-urbaines qui glissent vers la pauvreté	
3 - La dimension sociétale	6
- Une défiance marquée envers l'institution politique puis scientifique	
- Une démocratie d'interpellation	
- Les jeunes hommes dans les quartiers populaires qui s'expriment dans une violence intracommunautaire	
- Les femmes en tant qu'acteur économique et politique incontournable	
- L'expression d'une résilience et d'une solidarité	
II - Les interrogations et interpellations	10
1 - Sur la perte du lien social	10
2 - Sur les initiatives citoyennes dans l'espace public	11
3 - Sur la place des femmes	11
4 - Sur les mobilités	12
III - La méthodologie et les sources	13
1 - Les personnes auditionnées	
2 - Les sources statistiques	
3 - La méthodologie	
Annexes	15

PREAMBULE

Nous vivons une succession de crises économiques, climatiques, sociétales, énergétiques et sanitaires graves et pérennes. Ces crises aggravent la fragilité des plus faibles, des plus démunis, des plus isolés.

- Comment les foyers, les personnes qui les composent, en vivent-ils les conséquences ?
- Comment ces crises ont-elles impacté et continuent à impacter leur vie ?
- Quels comportements ont-elles contribué à faire surgir, quels sont ceux qui ont disparu, quels sont ceux qui se sont amoindris ?
- Y a-t-il au niveau du Grand Angoulême une réponse possible, et de quel ordre, de quelle nature et de quelle taille ?

C'est un projet ambitieux et complexe, de par la nature des acteurs, de l'hétérogénéité des territoires, du volume des informations à traiter et de leur qualité.

C'est aussi un projet que l'on peut qualifier de méta analyse*, puisqu'il se situe dans une approche tant quantitative que qualitative.

Nous sommes obligés de faire preuve de beaucoup d'humilité, et nous n'ambitionnons pas d'apporter une réponse exhaustive. Tout au plus essayons-nous de décrire, avec les outils dont nous disposons, la situation telle que la perçoivent les hommes et les femmes de l'agglomération, sachant par avance que nos conclusions ne décrivent qu'imparfaitement la réalité.

Nous remercions toutes les personnes qui ont accepté de prendre le temps de répondre à nos questions et qui ont participé au débat sur l'après crise. L'exercice n'était pas forcément facile, mais elles ont pleinement joué le jeu sans hypocrisie, avec souvent beaucoup de modestie et toujours avec sincérité.

*Une méta-analyse est une méthode scientifique systématique combinant les résultats d'une série d'études indépendantes sur un problème donné, selon un protocole reproductible.

Le groupe après-crisis

ANALYSE DIMENSIONNELLE

1

LA DIMENSION GEOGRAPHIQUE ET TERRITORIALE

En s'appuyant sur l'analyse statistique et graphique des données du Grand Angoulême, deux conclusions prédominent.

- Un espace urbain plutôt pauvre de façon médiane avec des disparités importantes en fonction de la présence de QPV (Quartiers Prioritaires de la Ville).
- Des singularités statistiques confortent la présence d'une très grande pauvreté sur les communes concernées à tous les niveaux de l'analyse.

- Un espace péri-urbain ou péri-rural plus défavorisé sur le plan de l'équipement collectif mais moins fragmenté socialement ou économiquement avec ça et là des zones de précarité ou de richesse plus appuyées.

Les chiffres analysés remontant à 2019, il faudrait refaire cette même analyse avec des données récentes pour relever les écarts et les évolutions.

2

LA DIMENSION POPULATIONNELLE

Les différents acteurs auditionnés ont montré clairement que certaines populations ont, soit émergées, soit se sont fragilisées avec les crises que nous avons successivement traversées.

► Les femmes, plus particulièrement dans les familles monoparentales

Annie Dumortier et Madeleine Rouhier pointent ainsi leur présence significative dans les bénéficiaires de leurs associations : « *les femmes en emploi précaire, la trentaine avec enfants, familles monoparentales* »... .

Elles font partie des publics particulièrement concernés dans la hausse de la fréquentation perçue au Secours populaire, augmentation estimée par **Madeleine Rouhier** à 15% suite à la crise sanitaire, et qui s'est maintenue depuis (janvier 2021 : 160 inscrits ; 170 à 180, 6 mois plus tard).

Pour illustrer les difficultés de cette population, elle élargit également son analyse et précise que « *les structures partenaires (comme le CCAS) voient aussi une augmentation du public aidé (plus de jeunes, jeunes avec enfants, 20% de familles monoparentales)* ».

Dans notre groupe, le ressenti – sans toutefois de statistiques pour l'étayer – d'une augmentation d'une part des familles monoparentales dirigées par une femme, et d'autre part des difficultés bien plus importantes qu'elles peuvent rencontrer, est fort et nous préoccupe.

Laurent Courtois a apporté un éclairage sociologique sur le rôle des femmes dans les QPV (quartiers prioritaires de la ville), et pourquoi elles ont été particulièrement impactées par la crise COVID :

« *Les habitants ont généralement bien tenu les règles de confinement : les femmes occupant des métiers de service – ménage, hôpitaux, commerces –, la prise de risques n'était pas de mise. Il ne fallait pas tomber malade. Elles sont souvent la première source de*

ANALYSE DIMENSIONNELLE

revenus en dehors de « l'économie souterraine ». Cette économie souterraine, ce n'est pas que la drogue, c'est celle des petits plats, des travaux de dépannage, la coiffure et l'esthétique, la couture. Quand ce système se verrouille, les 50 ou 100 euros de complément de revenus qui étaient dégagés manquent, ce qui contribue à accroître la pauvreté. Si vous rajoutez l'augmentation des charges, la situation se dégrade rapidement. Les femmes l'expriment d'ailleurs :

« Je n'ai que mon corps pour vivre : prendre le bus, aller travailler. Si je tombe malade, tout s'écroule ».

Le COVID a révélé cette fragilité, ce manque d'alternative.

Se pose d'ailleurs à leur égard, la question de la mobilité, sur laquelle nous reviendrons plus tard, mais que **Madeleine Rouhier** met en exergue : « *les femmes, qui travaillent fréquemment dans les domaines de l'aide à la personne, de l'hygiène... , ont souvent des horaires décalés, et dans ce cadre les services publics (transports) sont insuffisants. Elles ont besoin de véhicules pour se déplacer et sont rapidement à la merci d'un « imprévu » dans ce domaine* ».

► Les personnes âgées, notamment en milieu rural

Si **Annie Dumortier** note « *la fragilité des personnes isolées* » et **Armel Le Ny** « le très fort sentiment d'isolement ressenti par une partie de la population pendant la crise sanitaire », **Madeleine Rouhier** nous alerte plus spécifiquement sur les personnes âgées et là-encore, sur l'absence de solutions de mobilités, utilisant le terme fort de détresse :

« *En milieu rural, hors Grand Angoulême, la détresse des personnes âgées est importante : la mobilité est le problème majeur. Sans voiture, pas de médecin, pas de courses, pas de relations sociales* ».

Armel Le Ny nous rappelle également les tensions et l'isolement qu'ont connus pendant de longs mois les résidents des EHPAD. Cette question des personnes âgées semble moins prégnante dans les QPV, comme le précise **Laurent Courtois** : « *Certains anciens ont choisi de prendre leur retraite au pays, d'autres se sont installés dans d'autres quartiers ou d'autres territoires.* »

► Les étudiants et les jeunes travailleurs

Si **Annie Dumortier** n'a pas noté à son niveau une arrivée significative d'étudiants dans sa structure, ce qu'elle attribue à la mise en place d'autres structures dédiées, **Madeleine Rouhier** note

par contre « *l'arrivée de nouvelles catégories de population au Secours Populaire, dont les étudiants* ».

ANALYSE DIMENSIONNELLE

► Les populations des classes moyennes rurales ou péri-urbaines qui glissent vers la pauvreté

De la crise des gilets jaunes, nous avons retenu la crainte du déclassement ressentie par une partie de la population. **Armel Le Ny** a exprimé la difficulté de ses journalistes à communiquer avec une partie de ces gilets jaunes, notamment dans la seconde phase de la crise, « *alors qu'une défiance croissante s'installait vis-à-vis des médias au sein du mouvement* ».

Laurent Courtois, dans son analyse des QPV, remarque que ceux-ci ont été peu concernés par cette crise : « *On « vole » aux quartiers leur statut de pauvres. La pauvreté n'est plus située dans les quartiers : elle est partout. Elle touche aussi le milieu rural ou néo-rural et péri-urbain. Et tout le monde se redéfinit dans la pauvreté (ouvrier, employé, cadre). Tous ont des revendications, ce qui renvoie les quartiers dans leur entre-soi.* »

3

LA DIMENSION SOCIETALE

Les crises que nous avons traversées, et que nous traversons encore, ont, par leur ampleur et leur durée, impacté durablement **la société et les liens** entre ses différentes composantes. Des différentes auditions, sont ainsi ressorties **plusieurs réflexions dont il serait possible et intéressant de se saisir.**

► Une défiance marquée envers l'institution politique puis scientifique

Alors que **Armel Le Ny** fait part de son ressenti, au moment de la crise sanitaire, « *de l'importance de l'élu local et de l'initiative prise à ce niveau* », **Laurent Courtois** retrace l'histoire des QPV et nous donne des éléments de compréhension de la défiance envers les institutions qui a peu à peu émergé, dès la crise de 2008 :

« *La crise de 2008 a été une vraie rupture dans les quartiers les plus défavorisés. Les revenus et le pouvoir d'achat des habitants ont été particulièrement impactés du fait de la fuite massive des acteurs institutionnels (services publics, collectivités, associations...). Dans les années 2000, il y avait encore des confrontations avec les corps intermédiaires (acteurs associatifs, d'éducation populaire, policiers assez présents dans l'espace). A partir de 2008, des contraintes budgétaires très fortes ont impacté le monde associatif*

avec la rationalisation des coûts ». De ce fait, aujourd'hui, « *il n'y a plus de référents institutionnels – élus, services publics, clergé...* ».

Par ailleurs, **Laurent Courtois** décrit le phénomène de ghettoïsation qui s'est mis en place ces dernières années au sein des QPV : « *Il y a peu de mixité sociale dans ces quartiers, peu de quartiers qui proposent à la fois la propriété privée et des logements à loyers modérés. Les habitants n'ont pas le choix de l'habitat. Ceux qui peuvent partir du quartier en partent. C'est du subi. Il y a 20 à 30 ans, vous aviez du subi et du choisi : vous aviez par exemple le directeur de la MJC, la directrice de l'école qui habitaient le quartier. Ce n'est plus le cas : les personnes viennent travailler sur le quartier et le quitte vers 17-18 heures. Il y a donc une forme d'enferme-*

ANALYSE DIMENSIONNELLE

ment, qui se traduit dans les mentalités. Ainsi, quand ils sortent du quartier, les jeunes y vont ensemble, pour se sentir plus forts, avec un code vestimentaire, une manière de parler ... qui les rend reconnaissables. »

La crise sanitaire a rendu plus criante cette absence des institutions au coeur même des quartiers : « Le pouvoir d'achat des habitants a été fortement impacté. Moins de circulation, donc moins d'économie souterraine : petits boulots au black, commerce illicite. **Le monde associatif, les réseaux d'aide, l'école, les centres sociaux ont souvent été fermés suite à l'apparition de cas COVID. Ils ont moins assuré leur fonction**

► Une démocratie d'interpellation ?

Pour contrer cette défiance grandissante, la notion de démocratie d'interpellation est évoquée dans l'audition de **Laurent Courtois** : « On voit que les tentatives d'instrumentalisation ne fonctionnent pas : cela perturbe les cadres politiques actuels. Dans les quartiers, les habitants ne veulent pas être représentés. Ceux qui ont fait des tentatives pour représenter les quartiers ont échoué. Mais les gens sont sensibles à la compréhension du monde politique. De plus en plus, ils accèdent aux études supérieures. Ils ne veulent pas seulement être l'objet de quelque chose qui leur échappe. Ils veulent participer. Les travailleurs sociaux demandent à être formés à « **l'aller vers** ». Beaucoup d'instances politiques parlent encore de faire des actions pour les jeunes, les quartiers, mais très peu « **avec** ». **Aller dans un quartier parler aux gens, cela prend du temps. Il est important de prendre les gens en considération** », explique **Laurent Courtois**. « Il faut repolitiser les quartiers, dans le sens « vie sociale », pas forcément sur des logiques institutionnelles. Il faut repolitiser les rapports sociaux, faire des micros-actions, de la reprise en main du territoire bâtiment par bâtiment. »

de régulation. » Il note aussi que les femmes, en première ligne lors de la crise sanitaire, n'ont pas obtenu la reconnaissance qu'elles auraient été en droit d'attendre :

« Ces femmes n'ont reçu aucun signe de reconnaissance, la loi SEGUR ne leur a rien apporté. », ce qui pose la question d'un sentiment de rancœur possible.

La crise des gilets jaunes est également, pour **Laurent Courtois**, « révélatrice d'une crise institutionnelle. Ce n'est ni un mouvement social, ni un mouvement politique. Il aboutit à un certain populisme ».

Par exemple, le directeur d'un Centre Social passe la plupart de son temps à répondre à des appels à projet. Il est devenu avant tout un gestionnaire des subventions plutôt que d'aller sur le terrain accompagner un groupe de jeunes. La majorité des animateurs de quartier sont rémunérés sur des fonds d'aide. Ce n'est pas leur champ de compétences professionnelles qui importe mais leur statut qui permet aux structures d'obtenir une aide. Les contrats aidés ont rendu vulnérables les acteurs de terrain. « Dans les années 2008, il y a eu des injonctions politiques pour dire aux centres sociaux de faire de la prévention, d'empêcher d'être délinquant, toxicomane... On se focalisait sur des groupes, des minorités, et on passait à côté des lieux d'échanges culturels, des lieux de brassage où pouvaient se tisser des solidarités. »

La démocratie d'interpellation alors ?

« Etre à l'écoute de la demande de participations citoyennes non institutionnalisées de leurs administrés. Il faut pour cela être avec les habitants du quartier, débattre avec eux. Les élus viennent parfois mais ne laissent pas les habitants s'exprimer. Ils monopolisent souvent la parole par de grands discours, parlant à leur place sans avoir réellement compris leurs problématiques et attentes. »

ANALYSE DIMENSIONNELLE

► Les jeunes hommes dans les quartiers populaires qui s'expriment dans une violence intra-communautaire

Tout d'abord, **Laurent Courtois** nous explique la définition du « jeune » dans les QPV, qui sont structurés de manière particulière : « Les habitants de ces quartiers se sentent de plus en plus écartés du monde. Le quartier est un cocon et une cage. Les habitants sont en rupture avec la société et structurés d'une manière particulière. Une femme existe en tant que mère de ..., fille de ..., soeur de Un jeune est l'enfant de ... On parle très peu d'adolescent mais plutôt de jeune, et on peut être jeune jusqu'à 48 ans... ». Il présente aussi l'évolution des populations et l'impact que cela a pu avoir sur les plus jeunes : « à partir de 2015, s'opère une fragmentation de la population. Les nouvelles générations n'adhèrent à rien. On ne peut plus travailler sur les réseaux familiaux. Les familles sont souvent de passage et ne connaissent pas le quartier. »

Laurent Courtois met en lien le vide social laissé par le recul des institutions, puis amplifié par la crise sanitaire et la montée des violences : « Ce vide social a généré des violences intra-familiales et inter quartiers. Taper et faire peur

permet de se faire une place. Il y a alors augmentation des regroupements et violences en réunion. Les plus jeunes ont été souvent complètement sortis de tout système de régulation comme les centres de loisirs, par manque de revenus. Beaucoup de jeunes adultes sont plus ou moins sortis du système scolaire, par manque de motivation, d'encadrement. La notion d'épanouissement et d'émancipation chez eux n'existe pas. Ils se construisent par la violence, face à ces diverses crises mille-feuilles auxquelles ils ne comprennent pas grand chose. Pour être reconnu et aussi pour séduire, il faut se battre. C'est en s'exprimant par la violence qu'ils pensent qu'on va s'intéresser à eux. ». Comment sortir alors de cette logique ? « Le seul moyen de s'en sortir est souvent d'être placés en centre éducatif fermé, où ils vont être écoutés, encadrés et commencer à s'apaiser. Ils apprennent aussi à travailler de leurs mains. Ils découvrent que ce sont de bons moments. Par contre, c'est une coupure radicale du quartier. C'est souvent par la rupture qu'ils arrivent à sortir des quartiers.»

► Les femmes en tant qu'acteur économique et politique incontournable

Les femmes ont aujourd'hui un rôle essentiel à tenir au sein des quartiers, qu'il conviendrait de soutenir. **Laurent Courtois** explique ainsi que « la place des hommes dans les quartiers s'est de plus en plus affaiblie.

De ce fait, les femmes restent sur le quartier avec les enfants. **Une emprise positive des femmes se fait jour. Elles se mobilisent et investissent l'espace public. Elles ont en général une conscience beaucoup plus forte de l'intérêt commun que les hommes. Il y a là un vrai enjeu politique à saisir».**

Ce soutien est important, parce qu'être une femme aujourd'hui dans un quartier est complexe : « Les femmes que nous rencontrons régulièrement ont envie d'assumer leur subjek-

tivité. Et par exemple, pour avoir sa propre identité, une vie sexuelle, c'est compliqué. Elles ne peuvent pas inviter quelqu'un sans le regard et le jugement des autres. Trouver un mode de garde pour sortir en journée ou le soir est difficile et coûteux. Les solutions qui pouvaient exister comme le Centre de Loisirs, les éducateurs de rue, le Centre Social et autres réseaux d'entraide sont très affaiblis. Elles ont donc recours à des logiques d'entraide de femmes qui coûtent, la femme qui y a recours se sent redevable. Cela demande tellement d'implication que cela réduit l'autonomie de la femme et son autorité. La société, sous des velléités libérales, est en fait de plus en plus puritaine. » Pourtant, les femmes s'engagent, les mobilisations auxquelles elles

ANALYSE DIMENSIONNELLE

participent ne sont pas anodines (cf. article de la Charente Libre du 9 mai 2022 : Flambée des charges dans les HLM : les locataires charentais en colère).

« Quels que soient les dossiers sur lesquels on a travaillé ces dernières années, les femmes étaient toujours en première ligne – l'alimentation, la santé, l'accompagnement de la jeunesse...

Il faudrait arrêter de les considérer comme une porte d'entrée mais comme une capacité de transformation des problématiques. Il ne

faut pas les considérer comme une catégorie de la population mais comme des actrices sociales de première ligne. On leur demande de parler sur la culture, l'éducation. Pourquoi pas l'économie, la sécurité ? Il faut leur dire : Votre parole vaut celle des autres. »

Toutefois, il y aurait lieu aussi de mener une réflexion pour repositionner les hommes comme acteurs économiques et politiques.

► L'expression d'une résilience et d'une solidarité

Au-delà des individus, les entreprises et organisations ont dû s'adapter rapidement et durablement lors de la crise sanitaire. **Armel Le Ny** expose ainsi quelques évolutions dans le fonctionnement de Charente Libre : « la nécessité de réorganiser les services rapidement, d'être vigilants aux secteurs clés, comme l'imprimerie, l'émergence bien plus forte du site internet pour rester en contact avec ses lecteurs et la mobilisation des journalistes sur ce nouveau moyen de communication ». Cette période est marquée par l'essor du télétravail. Mais il note également que pour les journalistes, cette période a été importante pour donner du sens à leur métier, changer les habitudes :

« garder la sérénité et la lucidité nécessaire pour rassurer, mettre en valeur les initiatives locales, la solidarité... ».

Annie Dumortier et Madeleine Rouhier expliquent aussi que leurs bureaux ont dû s'adapter et fonctionner avec moins de bénévoles.

Madeleine Rouhier a d'ailleurs remarqué que

« les bénéficiaires ou les habitants proches des bureaux sont alors venus en renfort, pour les soutenir. Certains bénévoles ont arrêté à ce moment-là et ne sont pas revenus. Ce qui est frappant aussi, c'est l'état d'esprit des usagers : il oscille entre abattement et résignation. » Elle prend note également de **l'élan de solidarité qui s'est manifesté** : « le Secours populaire a pu bénéficier des surplus de stocks des grossistes, des restaurants ... qui ne pouvaient plus être écoulés. Les aides d'urgence ont pu ainsi être maintenues. Il n'y a pas eu de rupture de l'approvisionnement ».

Laurent Courtois évoque lui-aussi les réseaux de solidarité qui se sont mis en place dans les quartiers : « Pour pallier la difficulté de circuler et la fermeture des institutions telles que les écoles, centres de loisirs, des systèmes d'entraide se sont mis en place, comme la confection de repas, l'aide aux courses... »

INTERROGATIONS & INTERPELLATIONS

Les interrogations et interpellations soulevées par le groupe *après-crisis*, résultent directement des auditions des acteurs sociaux. Elles ne prétendent pas à l'exhaustivité. Elles sont le fruit de la discussion démocratique dans l'espace du Conseil de développement et sont là pour mettre en lumière les éléments qui ont semblé critiques lors des débats.

1

SUR LA PERTE DU LIEN SOCIAL

L'une des conséquences majeures des crises successives, c'est la perte du lien social et le repli sur des valeurs d'isolement ou de communautarisme face à un sentiment de maltraitance institutionnelle (à tort ou à raison, mais c'est ce qui émane de la crise des Gilets jaunes par exemple et des mouvements anti-vaccin qui ont suivi).

L'éloignement progressif du rôle régalien de l'état et des politiques publiques dans la régulation sociale, a eu comme conséquence, durant ces crises, un abandon sociétal marqué et un glissement progressif et continu vers l'anomie.

La perte des garde-fous qui conditionnent la relation à l'autre est à nos yeux, l'une des conséquences majeures. Les acteurs publics doivent, à chacun des niveaux de compétence qui leur sont propres, travailler à rétablir cette normalité.

Le télétravail, conséquence de la crise sanitaire et solution apparemment efficace au maintien de l'activité économique, s'est révélé aussi destruc-

teur de certaines normes sociétales, comme par exemple le sens du travail en tant que constituant de l'être social. Les jeunes en particulier en ont été les premières victimes. Ils sont nombreux aujourd'hui à se détourner de cette valeur.

Sans discuter du bien-fondé de la valeur travail, nous remarquons que le télétravail a ajouté de la souffrance dans la relation hiérarchique, de l'indifférence dans cette même relation et l'anonymisation de l'individu en tant que simple rouage derrière un écran aveugle.

Il est urgent que les politiques urbaines accordent à cette problématique des réponses innovantes et exemplaires. Les pistes sont nombreuses et complexes et pourraient faire l'objet d'une saisine à part entière du Conseil de développement en collaboration avec les associations de terrain d'Angoulême.

Il faut associer les citoyens au-delà du seul Conseil de développement si on veut voir émerger des solutions acceptées par tous les acteurs, institution et société civile.

INTERROGATIONS ET INTERPELLATIONS

2

SUR LES INITIATIVES CITOYENNES DANS L'ESPACE PUBLIC

Le groupe après crises s'interroge sur la lisibilité de l'action publique.

Des structures essentielles au maintien du lien social n'ont pas fait l'objet des considérations adéquates et ont contribué mécaniquement à l'anomie sociale. La pertinence des moyens interroge le Conseil de développement.

Les initiatives citoyennes ne manquent pas. Elles ont besoin de la considération des acteurs publics pour que la confiance revienne. Cette considération passe par la coopération, voire parfois par le partage de la gouvernance. Les initiatives citoyennes doivent être coordonnées, valorisées, promues et sanctuarisées dans le temps et dans l'espace pour servir de point nodal à la reconquête de la cohésion sociale. Le saupoudrage financier doit laisser la place à une coopération inter associative et puissance publique.

Il faut que des plateformes d'initiatives citoyennes,

cogérées entre associations et collectivités voient le jour et soient portées conjointement.

GrandAngoulême, comme il le fait exemplairement pour *Cartéclima !*, doit poursuivre cette convergence entre acteurs et décideurs en fusionnant encore davantage les synergies citoyennes.

Sans l'association des citoyens à l'agora publique, l'anomie sociale ne pourra que s'aggraver en distendant encore le lien aux institutions.

Une série de cafés citoyens à l'initiative du conseil communautaire, animés conjointement par des élus et des membres du Conseil de développement et des associatifs sur des thèmes ou des sujets co-choisis et non imposés serait une expérience à tenter pour que des initiatives fortes et lisibles émergent des crises successives graves qui nous atteignent depuis quatre ans.

La démocratie n'existe que si on l'interpelle et qu'on y participe.

3

SUR LA PLACE DES FEMMES

Les femmes représentent dans les QPV des forces économiques et sociales en résilience.

Ce sont souvent des familles monoparentales et bien que l'homme ne soit pas complètement absent, elles sont le pilier économique des quartiers. Elles exercent des métiers de service au plus bas de l'échelle économique. Les crises les ont durement éprouvées. Pourtant elles continuent à assumer, souvent seules, l'éducation sociale et morale de leur famille. **Elles sont la principale force sur laquelle s'appuyer aujourd'hui pour reconstruire le lien social et la participation démocratique dans les QPV et GrandAngoulême en général.**

Les associations jouent un grand rôle dans cette remobilisation possible. L'institution publique a perdu en crédibilité au fil

des années et est perçue comme un instrument éloigné de leurs préoccupations immédiates (cf. Laurent Courtois). Les associations pratiquant le « faire ensemble » comme « Au Fil Des Femmes » par exemple, ont acquis un vrai pouvoir de mobilisation et sont une force d'émancipation à ne pas négliger dans les politiques publiques à venir.

Il faut que GrandAngoulême s'interroge sur sa capacité à accompagner les changements et s'efforce d'oublier l'injonction technocratique en laissant largement les acteurs de terrains prospérer sur des territoires où la culture démocratique s'est fortement émoussée.

La promotion de l'éducation populaire par l'intermédiaire de ces acteurs locaux est à même de permettre l'émergence de nouvelles formes de résilience sociale sur les quartiers défavorisés et sortir de l'anomie qui prévaut actuellement.

INTERROGATIONS ET INTERPELLATIONS

4

SUR LES MOBILITES

Les analyses statistiques démontrent la faible irrigation des zones péri-rurales ou péri-urbaines par les transports en commun. Les auditions des acteurs sociaux pointent les difficultés croissantes des populations précaires comme les personnes âgées ou les actifs sans emploi dans ces zones.

Le handicap et l'isolement accélèrent la rupture du lien social et distendent la relation à l'autre.

Les associations sont confrontées à des demandes nouvelles sur les réparations de voiture ou la demande d'aide financière pour le carburant.

La situation actuelle a certainement aggravé les choses et nécessite une réponse forte et collective des acteurs des politiques publiques. Il est nécessaire de réduire rapidement les disparités qui se créent en ce moment même, soit en mettant en place de nouvelles formes de mobilités, soit en associant citoyens et associations locales à de nouvelles actions de solidarité.

METHODOLOGIE & SOURCES

1 LES PERSONNES AUDITIONNEES

- **M. Armel Le Ny**, directeur de la Charente Libre, qui a expliqué les impacts de la crise – essentiellement sanitaire – sur l’entreprise Charente Libre, mais aussi sur le travail de ses journalistes et l’évolution de leurs rapports aux lecteurs ;
- **Mmes Annie Dumortier**, du Secours Catholique et **Madeleine Rouhier**, du Secours Populaire Français, qui ont exprimé leur ressenti de la crise du COVID et ses conséquences sur les bénévoles et les bénéficiaires ;
- **M. Laurent Courtois**, sociologue angoumois, spécialiste des QPV, qui nous a retracé l’historique et l’évolution de ces quartiers depuis 2008, à travers les différentes crises traversées.

2 LES SOURCES STATISTIQUES

Statistiques et données chiffrées SIG GrandAngoulême sur les éléments économiques, territoriaux et populationnels. (voir : Annexe – données et statistiques).

3 LA METHODOLOGIE

- Compilation statistique et normalisation des sources pour faire apparaître, si elles existent, des singularités territoriales et ou économiques et populationnelles. (voir : Annexe – graphes).
- Audition des acteurs pour appréhender leur ressenti dans la traversée de ces crises.
- Production d’un verbatim de ces auditions et analyse avec le groupe après-crisis des éléments prédominants pouvant permettre quelques approches prudemment conclusives.
- Rédaction du rapport de synthèse au travers d’une trame d’analyse dimensionnelle et les interpellations que ces analyses ont suscitées au sein du groupe *après-crisis*.

4 LES ANNEXES

Les annexes sont composées de ressources journalistiques, de données du territoire et du tableau des membres.

ANNEXE 1

Article de la Charente Libre du 9 mai 2022.

FLAMBÉE DES CHARGES DANS LES HLM : LES LOCATAIRES CHARENTAIS EN COLÈRE

Ça gronde au Champ-de-Manœuvre, à Soyaux. Les locataires du parc social Logélia ne comprennent pas l'explosion des charges, découverte dans le courrier de régularisation provisoire reçu la semaine dernière.

La note est passée de 650 à 985€ en un an. 50 % d'augmentation. Souramta Issoufa ne décolère pas depuis qu'elle a reçu ce courrier de régularisation provisoire des charges locatives, provenant de son bailleur social, Logélia. Une somme que son foyer de six personnes ne sait pas comment payer. « Quand j'ai reçu la lettre, la semaine dernière, mon cœur s'est mis à battre à 200 à l'heure. Depuis, je n'en dors plus la nuit. » Cette habitante du Champ-de-Manœuvre, à Soyaux, n'est pas la seule touchée par cette hausse. Bien au contraire. Une vingtaine d'habitantes se sont réunies au pied des tours pour dénoncer l'explosion des charges. Toutes racontent la même histoire, transpirent de la même colère et d'une sourde inquiétude.

1.529 € pour un foyer de trois personnes

Les factures tournent de main en main, aux montants toujours plus exorbitants. 1.300 € ici, dans un foyer avec deux enfants, « et sans eau chaude », assène une femme. Là, 500 € pour une personne seule, qui travaille toute la journée. Le record : 1.529 €, pour un foyer de trois personnes. Soit plus du double de l'an dernier, selon la locataire. Depuis, le prix du gaz a commencé à s'envoler, en juillet 2021. Et, surtout, la guerre entre l'Ukraine et la Russie, à qui la France achète 17 % de son gaz, a rebattu les cartes.

La situation est intenable - l'ambiance, électrique. « Oui, ils nous disent que c'est à cause de la guerre en Ukraine que le prix du gaz explose. Mais les charges, elles augmentent depuis 2018 ! », reprend Souramta Issoufa, qui habite le quartier depuis 2010. Elle met en cause la télé-relève des compteurs, mise en place la même année, qui ne ferait que des estimations de la consommation. Des régularisations, comme celle que les locataires viennent de recevoir, arrivent pourtant tous les ans.

Surtout, les habitantes du quartier, aujourd'hui au pied du mur, se disent surprises de ne pas avoir été prévenues. Une réunion d'information s'est bien tenue mercredi dernier, en plus de la permanence Logélia, ouverte le vendredi. Mais si certaines questions ont pu trouver leurs réponses, l'urgence, elle, est toujours là : il faut trouver de quoi payer. Audrey Ben Slimene hausse le ton, saisie par la colère. « *ils nous disent de mettre en place un échéancier, d'attendre les aides de l'État en fin d'année... Mais certains n'ont déjà pas fini de payer les charges de l'an dernier !* »

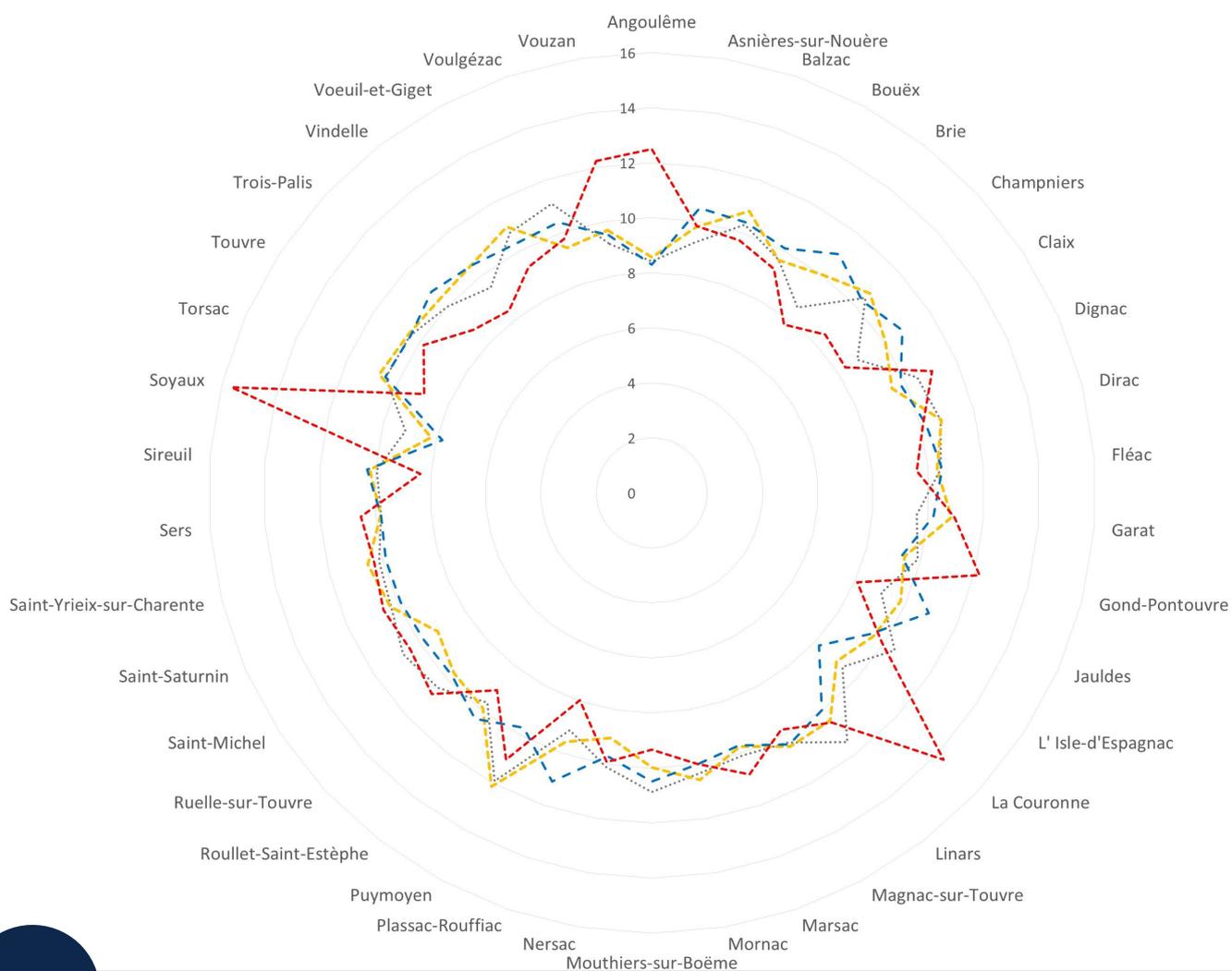
Les locataires craignent une hausse sans fin. Si le prix des charges a mis le feu aux poudres, les racines du mal sont plus profondes. « *C'est quoi la prochaine étape ? Venir chez nous prendre nos affaires ? On n'a pas de quoi payer, tranche Malika Chakir. On habite dans des logements sociaux. Avec de la peinture écaillée, une mauvaise isolation, et de la moisissure. C'est normal ça ?* »

ANNEXE 2

Grphe Comparatif Emploi/Niveau de vie/Age median /Inactif

Légende

- Age médian (black dotted line)
- Niveau de vie - - - - - (yellow dashed line)
- Taux d'emploi - - - - - (blue dashed line)
- Inactif - - - - - (red dashed line)

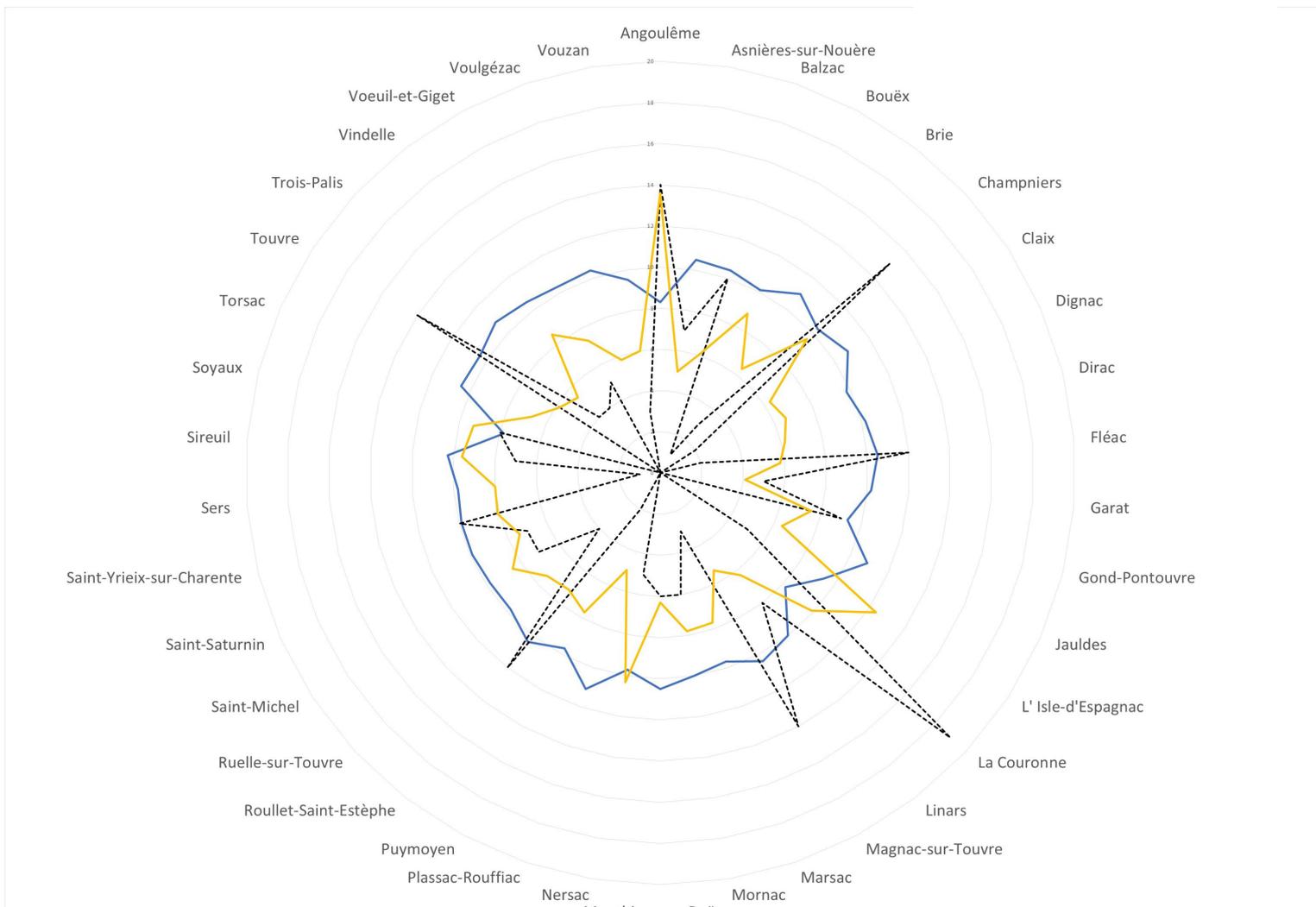


ANNEXE 3

Incidence mobilité collective sur actif/inactif/DEFM (Demandeur d'Emploi en Fin de Mois)

Légende

- Taux d'emploi ———
- Mobilité
- Ratio DEFM ———

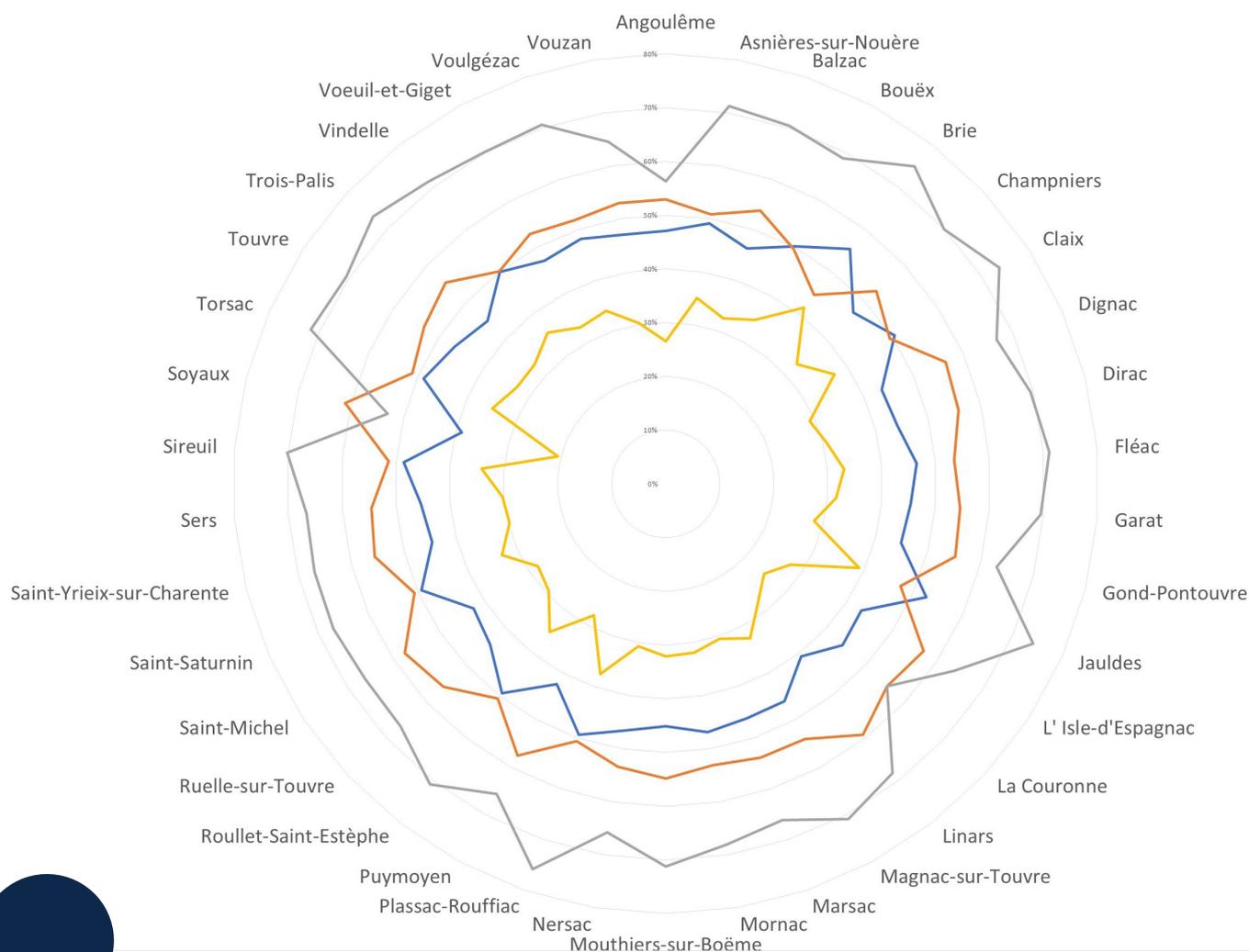


ANNEXE 4

Activité professionnelle

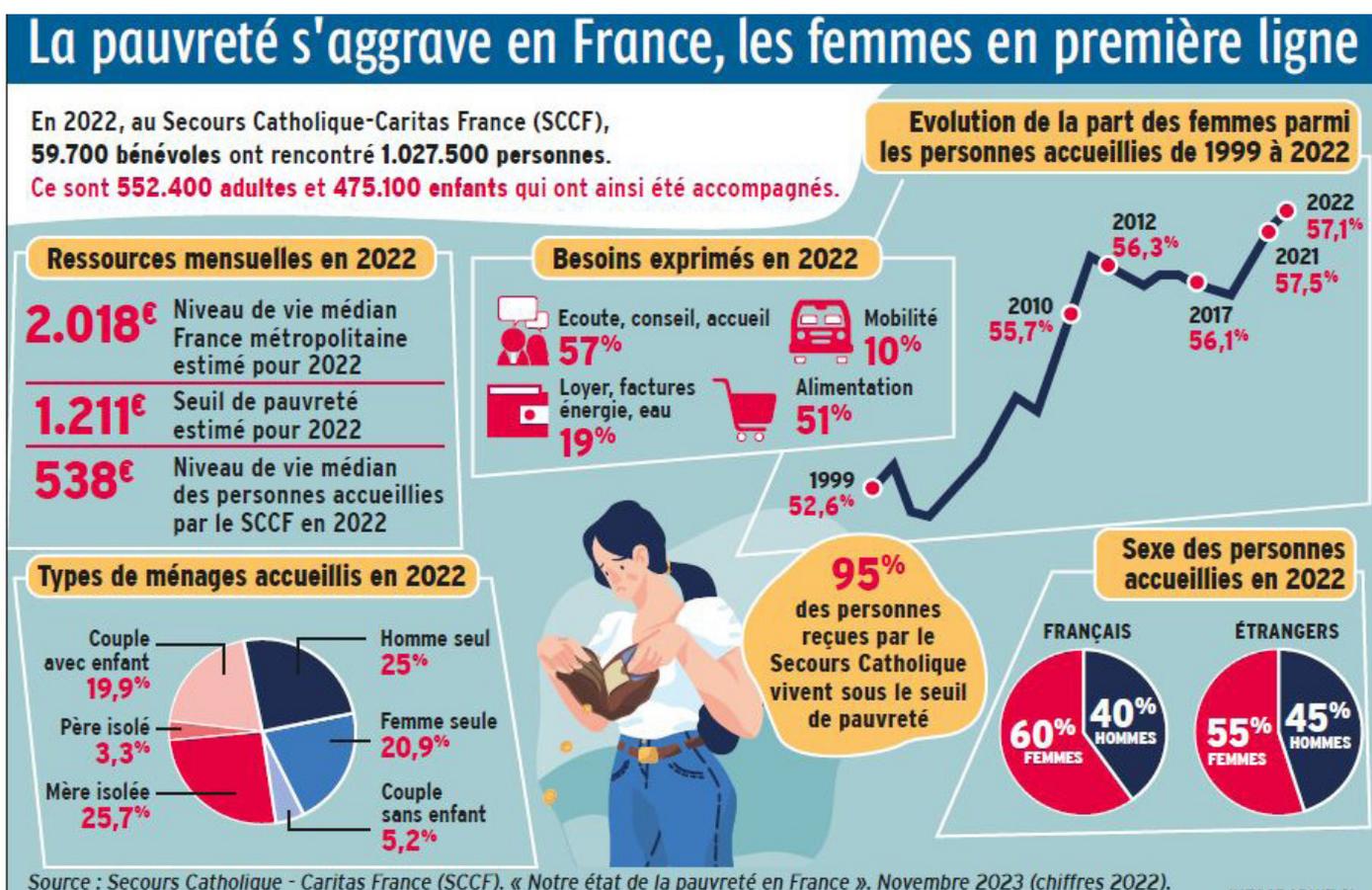
Légende

- Taux actif ———
- Taux inactif ———
- Emploi / actif ———
- Emploi / population totale ———



ANNEXE 5

Infographie Charente Libre - Novembre 2023



ANNEXE 6

Membres

ALLAFORT	Dominique	Habitant - La Couronne
BESSON	Jordan	Habitant - St Yrieix
BISHOP	Anouk	Représentante de la commune de Balzac
BOUSCARY	Michel	Habitant - Angoulême - Animateur du groupe
BUISSET	Thierry	Habitant - Ruelle - Sur - Touvre
CAVILLE	Michel	Centre Information Jeunesse d'Angoulême
CHABERT D'HIERES	Laurent	Représentant de la commune de Vouzan
CURMI	André	Représentant de la commune de Mouthiers - Sur - Boëme
DESCHAMPS	Didier	Habitant - Forum - St Yrieix
FAURE	Daniel	Université de Pays
FAVART	Mathilda	Habitante - Garat
GUERIN	Joël	Représentant de la commune de Sireuil
LEBAS	Michèle	Représentante de la commune de Marsac
MAUSSET	Veronique	Association Sauvetage Secourisme d'Angoulême
MENARD	Jean Claude	Association MOUVIBUS
MERCIER-BILLOUT	Danièle	UDAF
MESNARD	Yves	Association Valentin Haüy
MINGAT	Gaëlle	Habitante - Soyaux - Animatrice du groupe
PAILLOT	Brigitte	Habitante - l'Isle d'Espagnac
PAQUIER	Jean-Noël	Représentant de la commune de Fléac
PASQUALAGGI	Sylvie	Habitante - St Yrieix - Animatrice du groupe
RICHARD	Philippe	Habitant - Soyaux



**Donnons notre regard
sur le territoire de demain.**

Conseil de développement de GrandAngoulême
25 Bd Besson Bey 16023 ANGOULEME CEDEX
05 45 93 08 28 / conseildedeveloppement@grandangouleme.fr
www.codevgrandangouleme.fr
Facebook : Codevangouleme16